

La Guerre contre l'Iran

Prologue — Nassim et le coup de téléphone

Nassim a reçu l'appel de sa mère un mercredi soir.

Sa mère vit à Téhéran depuis toujours. Elle a soixante-huit ans, une retraite de professeure de mathématiques, un appartement dans le nord de la ville avec une vue sur les Alborz enneigées en hiver. Nassim l'appelle tous les dimanches. Sa mère l'appelle quand quelque chose l'inquiète.

Ce mercredi, elle inquiétait. Les médias iraniens parlaient de mouvements de navires américains dans le Golfe. Des F-35 déployés en Arabie Saoudite. Des déclarations à Washington. Les gens dans sa rue achetaient de l'huile, du riz, des médicaments.

“Est-ce qu'ils vont bombarder ?” avait demandé sa mère. *“Comme en Irak ?”*

Nassim est ingénieure en énergies renouvelables, installée à Lyon depuis vingt-deux ans. Ses parents avaient quitté l'Iran après la révolution de 1979 — trop jeunes pour comprendre ce qui se passait, assez âgés pour avoir peur. Ils avaient choisi la France. Elle est née ici, est française.

Mais sa mère est restée. Sa tante, ses cousins — une famille entière à Téhéran.

Nassim a raccroché et ouvert les journaux français. Elle a lu : “menace nucléaire iranienne”, “régime des mollahs”, “axe du mal”. Elle a reconnu le vocabulaire. Elle l’entend depuis l’enfance.

Ce qu’elle entend moins souvent : que le programme nucléaire iranien a commencé avec des réacteurs américains. Que la démocratie iranienne a été détruite par la CIA en 1953. Que les 45 ans de sanctions ont renforcé les éléments les plus radicaux du régime et affaibli les plus modérés.

Ce qu’elle n’entend jamais : qui profite exactement de cette tension permanente — et ce qu’une guerre réelle coûterait.

Ce livre n’est pas une défense du régime de la République islamique d’Iran. Ce régime réprime ses opposants, exécute des manifestants, finance des milices dans la région.

Ce livre pose une question différente : comment un pays — l’une des plus vieilles civilisations du monde — est-il devenu l’ennemi désigné permanent de l’Occident ? Qui a construit cette situation ? Qui en profite ? Et que coûterait réellement la guerre que certains appellent de leurs vœux ?

Ce que vous savez ne peut plus vous gouverner.

Chapitre 1 — Perse : 3 000 ans de civilisation

Avant de parler de missiles et de centrifugeuses, posons la question : qu'est-ce que l'Iran ?

La réponse courte : l'une des plus vieilles civilisations du monde, un pays de 90 millions d'habitants au carrefour de l'Asie centrale, du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud, avec une histoire de 3 000 ans que la révolution de 1979 ne résume pas.

L'empire achéménide : la première mondialisation

En 550 avant notre ère, Cyrus le Grand fonde l'Empire perse achéménide — le premier grand empire de l'histoire à gouverner des peuples de cultures, de langues et de religions différentes sous une administration commune. À son apogée, l'empire s'étend de l'Égypte à l'Inde, de la mer Noire à l'océan Indien.

Ce qui distingue Cyrus n'est pas seulement l'étendue de son empire mais sa méthode de gouvernance. Quand il conquiert Babylone en 539 avant notre ère, il publie le premier document de l'histoire connu comme une déclaration des droits humains — le Cylindre de Cyrus, conservé au British Museum. Il y annonce qu'il ne forcera personne à changer de religion, qu'il libère les esclaves et les peuples déportés.

Il libère notamment les Juifs captifs à Babylone — ce que le livre d'Esdras dans la Bible hébraïque célèbre comme un acte de Dieu accompli par un roi perse.

Ce n'est pas de la propagande iranienne. C'est de l'histoire, documentée par des sources indépendantes.

La science et la philosophie persanes

L'empire sassanide (224-651 de notre ère) est un centre de connaissance mondiale. L'Académie de Gondeshapur, fondée au 3ème siècle, est probablement le premier grand hôpital universitaire du monde — elle rassemble des médecins grecs, indiens, syriens, zoroastriens, chrétiens nestoriens.

Après la conquête arabe au 7ème siècle et la conversion à l'islam, la civilisation perse ne disparaît pas — elle se transforme et contribue massivement à ce qu'on appelle l'Âge d'or islamique. Les mathématiciens al-Khwarizmi (dont le nom donne "algorithme") et Omar Khayyam, le médecin Ibn Sina (Avicenne), le philosophe al-Farabi — tous sont persans ou de culture persane.

C'est cette civilisation qui a transmis à l'Europe médiévale les mathématiques, la médecine, la philosophie grecque traduite et commentée. L'Occident a hérité de la Perse autant que de la Grèce.

La Perse moderne : entre réforme et pression extérieure

Au 19ème siècle, la Perse est coincée entre deux empires en expansion : l'Empire russe au nord, l'Empire britannique au sud et à l'est. Les deux puissances se disputent une influence sur le pays, ses ressources, ses routes commerciales. La Perse perd des territoires. Elle signe des traités inégaux sous la contrainte.

En 1906, la révolution constitutionnelle iranienne établit un parlement — le Majlis — et une constitution. C'est l'une des premières expériences démocratiques du monde musulman.

Elle sera réprimée, sabotée, manipulée — par les Britanniques, par les Russes, puis par les Américains — à chaque fois qu'elle menaçait des intérêts étrangers.

Le pétrole comme malédiction

En 1908, des ingénieurs britanniques découvrent le pétrole dans la province du Khuzistan. La Anglo-Persian Oil Company est fondée — qui deviendra British Petroleum. Pour les décennies suivantes, le Royaume-Uni prélèvera l'essentiel des revenus pétroliers iraniens, en laissant à l'Iran une part dérisoire.

En 1951, le gouvernement du Premier ministre Mohammed Mossadegh nationalise le pétrole iranien. Pour les Iraniens, c'est un acte de souveraineté élémentaire — leurs ressources, leur argent. Pour Londres et Washington, c'est une menace.

Ce qui se passe en 1953 est le pivot de toute la relation entre l'Iran et l'Occident depuis 70 ans. Sans le comprendre, rien de ce qui suit n'a de sens.

L'Iran d'aujourd'hui : un pays complexe

L'Iran contemporain n'est pas la caricature qu'on présente souvent. C'est un pays de 90 millions d'habitants avec un taux d'alphabétisation de 87%, une population à 60% urbaine, une tradition universitaire forte. Ses universités produisent plus d'ingénieurs et de scientifiques par habitant que la plupart des pays du Moyen-Orient.

Sa population est jeune — 60% a moins de 30 ans. Ces jeunes utilisent Instagram via VPN, regardent Netflix, connaissent la culture mondiale. Ce sont les mêmes qui ont manifesté en 2009 (mouvement vert), en 2019 (protestations contre la hausse du carburant), en 2022 (mouvement "Femme, vie, liberté" après la mort de Mahsa Amini).

Le régime de la République islamique est autoritaire et répressif. Il n'est pas représentatif de sa population. Cette distinction est fondamentale pour comprendre pourquoi la pression extérieure — sanctions, menace militaire — renforce systématiquement les conservateurs au détriment des réformateurs.

C'est la leçon que 45 ans de politique de pression n'ont pas encore enseignée aux décideurs occidentaux.

Chapitre 2 — Le coup d'État de 1953 : quand la CIA a tué la démocratie iranienne

Mohammed Mossadegh est élu Premier ministre de l'Iran en 1951. Il est nationaliste, démocrate, laïc. Il porte des costumes occidentaux, a étudié le droit en Suisse et en France. Ses adversaires en Iran sont les mollahs conservateurs — qui le détestent. Les puissances occidentales le considèrent comme leur ennemi.

Son crime : le 1er mai 1951, son gouvernement nationalise l'Anglo-Iranian Oil Company. Les revenus pétroliers iraniens, jusqu'alors captés à plus de 80% par les Britanniques, passeraient sous contrôle national.

Il sera renversé deux ans plus tard par un coup d'État organisé par la CIA américaine et le MI6 britannique. C'est l'un des faits les mieux documentés de la guerre froide.

L'opération Ajax

L'opération Ajax — son nom américain — ou opération Boot pour les Britanniques — a été déclassifiée en 2013 par la CIA. Les documents sont disponibles sur le site de la CIA elle-même.

La mécanique : la CIA et le MI6 financent des manifestants, des journalistes, des officiers militaires. Ils paient des foules pour manifester dans les rues de Téhéran contre Mossadegh — certaines manifestations pro-Mossadegh sont infiltrées et retournées pour paraître violentes. Des officiers militaires iraniens sont achetés. Le Shah — qui avait d'abord fui — est convaincu de revenir.

Le 19 août 1953, Mossadegh est arrêté. Le Shah reprend le pouvoir. Il remercia personnellement Kermit Roosevelt Jr., l'officier de la CIA qui a dirigé l'opération.

Mossadegh passera le reste de sa vie en résidence surveillée. Il mourra en 1967, toujours isolé, jamais réhabilité par le gouvernement iranien.

Les conséquences immédiates : le retour du pétrole occidental

Immédiatement après le coup, un nouveau consortium pétrolier est formé. British Petroleum récupère une part — réduite. Mais les compagnies américaines obtiennent désormais 40% du pétrole iranien : Standard Oil of New Jersey, Standard Oil of California, Texaco, Gulf Oil. C'est la récompense directe de l'opération CIA.

L'Iran retrouve un régime favorable aux intérêts pétroliers occidentaux. Le Shah est soutenu, armé, financé. Sa police secrète, la SAVAK — formée par la CIA et le Mossad israélien — torture les opposants politiques.

Les conséquences à long terme : la révolution de 1979

En 1979, quand les Iraniens se révoltent contre le Shah, ils se révoltent contre 26 ans de dictature — une dictature installée et maintenue par les États-Unis. Ils ont des raisons objectives de ne pas faire confiance à l'Occident.

L'Occident — et les États-Unis en particulier — est stupéfait par la révolution islamique. Le président Carter ne l'avait pas prévue. Les analystes de la CIA n'avaient pas prévue. Les ambassadeurs sur place n'avaient pas prévue.

Ce n'est pas surprenant. Quand on soutient un régime répressif et qu'on ferme les yeux sur ses crimes parce qu'il protège les intérêts pétroliers, on ne comprend pas la société qui le supporte. On est surpris quand elle explose.

Ce que Mossadegh voulait vraiment

L'histoire officielle américaine présente le coup de 1953 comme une nécessité de la guerre froide — Mossadegh était “vulnérable à l'influence soviétique”, son nationalisme pétrolier aurait pu le pousser vers Moscou.

Les historiens qui ont étudié les archives sont plus précis. Mossadegh n'était pas communiste. Il était nationaliste libéral. Le parti Tudeh (communiste iranien) était l'un de ses adversaires. Il voulait simplement que les ressources iraniennes appartiennent aux Iraniens.

La même chose qu'un premier ministre norvégien, mexicain ou canadien aurait voulu — et qu'on appelle souveraineté économique quand ce sont des pays que l'Occident respecte.

1953 en 2024

En 2013, le Secrétaire d'État américain John Kerry a reconnu que le coup de 1953 avait “évidemment eu un impact” sur la révolution de 1979.

Ce n'est pas suffisant comme reconnaissance. Mais c'est une admission. Le coup de 1953 n'est pas de l'histoire ancienne. Il est dans la mémoire iranienne vivante — cité dans les discours officiels, enseigné dans les écoles, raconté dans les familles.

Nassim le sait. Sa mère le lui a expliqué dès l'enfance. “*Ils nous ont pris notre démocratie,*” disait-elle. “*Ils nous reprochent de ne pas être démocratiques.*”

Cette contradiction — l'Occident qui détruit la démocratie iranienne en 1953 et la condamne en Iran depuis 1979 — est au cœur de tout ce qui suit.

Chapitre 3 — La révolution de 1979 : ce que l'Occident a semé

Le 16 janvier 1979, le Shah Mohammed Reza Pahlavi quitte l'Iran. Il ne reviendra jamais. Le 1er février, l'ayatollah Khomeini rentre d'exil à Paris. Des millions d'Iraniens l'accueillent dans les rues de Téhéran.

L'Occident est stupéfait. Il ne devrait pas l'être.

Le Shah : ce qu'on cache sous le costume occidental

La version occidentale du Shah est celle d'un modernisateur — la “Révolution blanche” de 1963, l'émancipation des femmes, le développement économique, la laïcisation. Un allié fiable dans une région instable.

Il y a une autre face de ce bilan. La SAVAK, la police secrète créée en 1957 avec l'aide de la CIA et du Mossad, est l'une des organisations de répression les plus brutales de sa génération. Amnesty International estimait en 1977 que l'Iran avait le plus grand nombre de prisonniers politiques dans le monde et le plus haut taux d'exécutions politiques.

Les opposants — communistes, islamistes, nationalistes laïcs, simple citoyens qui protestaient — étaient arrêtés, torturés, exécutés. Les intellectuels disparaissaient. Les journaux étaient censurés.

Les États-Unis et l'Europe fermaient les yeux. Le pétrole coulait.

La révolution : une coalition, pas seulement les islamistes

La révolution de 1979 n'est pas un soulèvement islamiste contre la modernité. C'est une coalition hétérogène : des communistes du parti Tudeh, des nationalistes laïcs héritiers de Mossadegh, des islamistes modérés, des islamistes radicaux, des libéraux, des syndicats.

Ils ont un point commun : en finir avec le Shah et avec l'influence américaine perçue comme la cause de toutes les humiliations.

Khomeini a gagné parce qu'il était le plus organisé, le plus radical, et qu'il a réussi à éliminer ou marginaliser les autres factions après la révolution. Mais il n'était pas toute la révolution.

Les membres de la coalition libérale et nationaliste — qui espéraient une démocratie islamique modérée — ont été progressivement écartés, emprisonnés ou exilés dans les années qui ont suivi.

La prise d'otages et le péché originel des relations diplomatiques

Le 4 novembre 1979, des étudiants iraniens prennent d'assaut l'ambassade américaine à Téhéran et prennent 66 diplomates en otage. La crise durera 444 jours.

Cet acte est illégal au regard du droit international. Il est inexcusable. Il va marquer les relations irano-américaines pour des décennies.

Ce que le contexte explique sans justifier : les étudiants étaient convaincus que l'ambassade américaine préparait un nouveau coup d'État, comme en 1953. Des documents internes de l'ambassade reconstitués après la prise d'otages ont montré que l'ambassade suivait effectivement les factions iraniennes et cherchait à entretenir des contacts avec des officiers militaires iraniens.

La paranoïa iranienne n'était pas totalement infondée. Elle avait des bases historiques réelles.

La guerre Iran-Irak (1980-1988) : l'Occident arme les deux camps

En septembre 1980, Saddam Hussein envahit l'Iran. La guerre durera huit ans. Elle fera entre 500 000 et 1 000 000 de morts des deux côtés — l'une des guerres les plus meurtrières depuis la Seconde Guerre mondiale.

Pendant cette guerre, les États-Unis soutiennent l'Irak — dont ils savent qu'il utilise des armes chimiques contre les soldats iraniens et les Kurdes irakiens. Donald Rumsfeld rencontre Saddam Hussein en 1983 pour normaliser les relations américano-irakiennes. Ces images sont dans les archives publiques.

L'Iran, pendant ce temps, reçoit des armes de sources diverses — incluant l'Iran-Contra : ventes secrètes d'armes américaines à l'Iran organisées par Oliver North, pour financer les Contras nicaraguayens. L'administration Reagan vendait secrètement des armes au pays qu'elle appelait officiellement un État terroriste.

L'Iran sort de cette guerre épuisé, traumatisé, avec 500 000 morts — et la conviction que l'Occident l'a délibérément saigné.

Ce que la révolution a produit

La révolution de 1979 a produit un régime théocratique autoritaire qui réprime ses opposants, impose ses valeurs religieuses par la force, et finance des milices dans la région.

Elle a aussi produit un pays de 90 millions d'habitants qui a des raisons historiques précises de ne pas faire confiance à l'Occident. Des raisons qui précèdent 1979. Des raisons que l'Occident a lui-même créées.

On peut condamner la répression du régime iranien et comprendre pourquoi la population iranienne ne croit pas aux déclarations de bienveillance américaine.

Ces deux positions ne sont pas contradictoires. Elles sont toutes les deux vraies.

Chapitre 4 — L’Iran sous sanctions : 45 ans de pression

Depuis 1979, l’Iran est sous sanctions américaines continues — avec des variations d’intensité, des périodes de relative détente, et des épisodes de serrage de vis drastique.

C’est la politique de pression la plus longue de l’histoire américaine contre un pays avec lequel les États-Unis ne sont pas formellement en guerre.

La chronologie des sanctions

1979-1980 : Premières sanctions américaines après la prise d’otages. Gel des avoirs iraniens aux États-Unis — environ 12 milliards de dollars.

1987 : Reagan interdit l’importation de produits iraniens aux États-Unis.

1995-1996 : Clinton impose des sanctions complètes sur l’Iran. L’Iran Libya Sanctions Act (ILSA) étend les sanctions aux entreprises étrangères qui investissent dans le pétrole iranien — les premières sanctions extraterritoriales significatives contre l’Iran, qui préfigurent les mécaniques décrites dans le Tome 8.

2006-2012 : Sanctions du Conseil de sécurité de l’ONU liées au programme nucléaire. Puis sanctions américaines et européennes unilatérales qui s’approfondissent progressivement — ciblant les banques, le pétrole, la pétrochimie, les transports.

2012 : L’Iran est coupé de SWIFT — la première fois qu’un pays entier est exclu du système de messagerie financière interbancaire. Les importations iraniennes de médicaments et d’équipements médicaux sont perturbées.

2018 : Trump retire les États-Unis du JCPOA et rétablit l'ensemble des sanctions levées. La politique de “pression maximale” vise à réduire les exportations pétrolières iraniennes à zéro.

2020-2024 : Maintien des sanctions maximales. Plusieurs tentatives de relance des négociations nucléaires sans aboutissement durable.

Les effets économiques : qui paye ?

Les sanctions ont durement touché l'économie iranienne. Le PIB par habitant en Iran est inférieur à ce qu'il était en 2011. L'inflation a dépassé 40% par an à plusieurs reprises. La rial iranienne a perdu plus de 95% de sa valeur face au dollar depuis 2018.

Les effets sur la population ordinaire sont documentés par des organisations humanitaires. Les médicaments manquent — notamment pour les maladies chroniques comme le diabète, le cancer, les maladies cardiovasculaires. Les équipements médicaux sont bloqués par les banques qui craignent les sanctions secondaires américaines, même quand les produits médicaux sont officiellement exemptés.

Ces effets ne touchent pas prioritairement les dirigeants du régime — qui ont accès au marché noir et aux réseaux parallèles. Ils touchent la population.

L'effet politique : les sanctions renforcent les conservateurs

La logique implicite des sanctions est la suivante : la pression économique suffisante provoquera un mécontentement populaire suffisant pour forcer soit une capitulation du régime, soit un changement de régime de l'intérieur.

Cette logique a échoué en 45 ans d'application. Chaque fois que la pression monte, les conservateurs iraniens peuvent présenter l'ennemi extérieur comme justification de leur durcissement intérieur.

Les réformateurs iraniens — qui existent, qui ont gagné des élections (Khatami en 1997, Rouhani en 2013 et 2017) — sont systématiquement affaiblis par les sanctions : elles rendent les promesses d'ouverture économique impossible à tenir, et désaccréditent la thèse que la coopération avec l'Occident peut produire des résultats concrets.

Le mouvement “Femme, vie, liberté” de 2022 — le soulèvement le plus important depuis des décennies, porté par des jeunes Iraniens — aurait pu être le moment d'une ouverture diplomatique. L'Occident a soutenu verbalement les manifestants. Il n'a pas modifié sa politique de sanctions. Les conservateurs ont réprimé le mouvement. Les manifestants ont été pendus.

La différence avec Cuba

L'embargo américain sur Cuba a duré 60 ans et n'a pas changé le régime cubain. Il a appauvri les Cubains. Il a durci le régime.

Les États-Unis ont finalement normalisé les relations avec Cuba sous Obama en 2015. Le régime cubain n'a pas disparu. La relation s'est normalisée parce que la politique d'isolement avait démontré son inefficacité après soixante ans.

La même logique d'échec documenté s'applique à l'Iran. Mais les intérêts qui profitent de la tension permanente — décrits dans les chapitres suivants — ont suffisamment de poids pour perpétuer une politique dont les résultats n'ont pas changé en 45 ans.

Ce que les sanctions ont produit

Les sanctions n'ont pas arrêté le programme nucléaire iranien. Elles ne l'ont pas — l'Iran enrichit aujourd'hui à 60%, bien plus qu'avant les premières sanctions nucléaires de 2006.

Elles n'ont pas changé le comportement régional de l'Iran — ses soutiens au Hezbollah, aux Houthis, aux milices irakiennes ont continué sous sanctions.

Elles ont appauvri la population iranienne. Elles ont renforcé les secteurs de l'économie iranienne qui contournent les sanctions — les Gardiens de la Révolution contrôlent une part croissante de l'économie iranienne précisément parce qu'ils ont les réseaux pour opérer hors du système financier international.

Elles ont nourri l'argument nationaliste du régime : l'Occident veut détruire l'Iran, pas négocier avec lui.

La politique de sanctions a produit l'exact contraire de ses objectifs déclarés. Elle continue.

Chapitre 5 — Le programme nucléaire : né avec l'aide américaine

L'ironie la plus totale de la crise nucléaire iranienne : le programme nucléaire iranien a été lancé avec l'aide des États-Unis.

En 1957, l'administration Eisenhower signe un accord de coopération nucléaire civile avec l'Iran dans le cadre du programme "Atomes pour la paix". En 1967, un réacteur de recherche de 5 mégawatts est livré à l'Université de Téhéran, avec du combustible enrichi américain. En 1974, le Shah annonce un programme ambitieux de 23 réacteurs nucléaires civils pour produire de l'électricité.

Les entreprises américaines, françaises, allemandes se positionnent pour les contrats. MIT forme les ingénieurs nucléaires iraniens. La Ford Foundation et la Rockefeller Foundation financent des partenariats universitaires sur l'énergie nucléaire iranienne.

Après 1979, le même programme est devenu une "menace existentielle". La même technologie. Les mêmes ingénieurs. Mais un gouvernement différent.

Ce que le programme nucléaire représente pour l'Iran

Pour comprendre le programme nucléaire iranien, il faut comprendre ce qu'il représente pour les Iraniens — régime et opposition confondus.

L'Iran est entouré de puissances nucléaires : Israël (estimé à 90 têtes nucléaires, non reconnu officiellement), le Pakistan (160 têtes), la Russie, la Chine. L'Inde est à sa frontière. Les États-Unis maintiennent une présence militaire permanente dans les pays voisins.

Dans ce contexte, la maîtrise du cycle nucléaire civil est perçue par une grande partie de l'opinion iranienne — y compris l'opposition réformiste — comme un droit souverain et un symbole de puissance nationale. C'est aussi une assurance-vie : les pays qui ont renoncé à leurs armes nucléaires (Irak, Libye) ont été attaqués. La Corée du Nord qui les a gardées n'a pas été attaquée.

La réalité technique du programme

L'Iran enrichit de l'uranium. En 2015, avant l'accord JCPOA, l'Iran enrichissait à environ 20% (niveau médical et recherche) avec une capacité d'enrichir à des niveaux supérieurs. Depuis 2018 et le retrait américain du JCPOA, l'Iran enrichit à 60% — sous le seuil des 90% nécessaires pour une arme.

Les analystes de l'AIEA (Agence Internationale de l'Énergie Atomique) estiment que l'Iran pourrait accumuler suffisamment d'uranium enrichi à 90% pour une bombe en quelques semaines à quelques mois — s'il décidait de le faire.

Ce n'est pas la même chose qu'une bombe. Entre l'uranium enrichi et une arme opérationnelle, il y a des années de travail technique — miniaturisation, système de détonation, vecteur de livraison fiable. L'Iran n'a pas démontré avoir franchi ces étapes.

Mais l'intention et la capacité technique potentielle sont là.

Ce que veut vraiment l'Iran

La position officielle iranienne a été cohérente depuis 2003 : l'Iran veut la maîtrise du cycle nucléaire civil (enrichissement jusqu'au niveau combustible) comme droit souverain reconnu par le Traité de Non-Prolifération. Il ne veut pas d'arme nucléaire (fatwa de Khamenei qui interdit les armes de destruction massive, dont l'authenticité est discutée).

Ce que l'Iran veut fondamentalement, au-delà du nucléaire : la levée des sanctions, la reconnaissance de son rôle régional, des garanties de sécurité contre une attaque militaire.

Ces demandes ne sont pas déraisonnables dans le contexte d'un pays qui a subi une invasion irakienne soutenue par l'Occident, qui est entouré de puissances nucléaires, et qui fait face à des menaces d'attaque militaire régulières depuis vingt ans.

Israël et la dimension régionale

Israël est la puissance nucléaire non déclarée de la région. Il a le droit de refuser d'adhérer au Traité de Non-Prolifération. Il bénéficie d'une protection américaine absolue. Il a frappé le réacteur nucléaire irakien en 1981 (opération Opéra) et le site syrien supposément nucléaire en 2007.

L'existence d'une puissance nucléaire non déclarée protégée par les États-Unis, dans un environnement régional où l'Iran est l'ennemi déclaré de cette puissance, est une réalité géopolitique que les négociations nucléaires avec l'Iran ne peuvent pas ignorer.

Un accord durable sur le nucléaire iranien nécessiterait de traiter aussi la question de la sécurité régionale globale — incluant les garanties israéliennes et le traitement des autres arsenaux nucléaires de la région. C'est précisément pourquoi un accord est si difficile à atteindre.

Ce que dit l'histoire des pays qui ont renoncé

L'Irak de Saddam Hussein avait un programme nucléaire. Il a été détruit par les bombardements israéliens en 1981, puis l'Irak a déclaré avoir abandonné le programme après la guerre du Golfe de 1991. En 2003, les États-Unis ont envahi l'Irak sur la base de la thèse (fausse) qu'il avait reconstitué des armes de destruction massive.

La Libye de Kadhafi a renoncé à son programme nucléaire en 2003, sous la pression internationale. En 2011, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis ont bombardé la Libye et renversé Kadhafi.

Kim Jong-Un en Corée du Nord a tiré la leçon. Les dirigeants iraniens l'ont tirée aussi.

Les États qui ont renoncé ont été attaqués. L'État qui a gardé son arsenal ne l'est pas. Dans la logique de survie d'un régime, le calcul n'est pas difficile.

Chapitre 6 — Le JCPOA : quand la diplomatie fonctionnait

Le 14 juillet 2015, à Vienne, les représentants de l’Iran, des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France, de l’Allemagne, de la Russie et de la Chine signent le JCPOA — Joint Comprehensive Plan of Action, Plan d’action global conjoint.

C’est l’aboutissement de deux ans de négociations intenses. C’est aussi l’accord diplomatique le plus complexe de la décennie — un texte de plus de 100 pages avec des annexes techniques détaillées sur les centrifugeuses, les niveaux d’enrichissement, les calendriers d’inspection.

Et ça fonctionnait.

Ce que l’accord prévoyait

L’Iran acceptait de : - Réduire son stock d’uranium enrichi de 10 000 kg à 300 kg - Limiter l’enrichissement à 3,67% (niveau combustible, loin du niveau militaire) - Réduire le nombre de centrifugeuses en opération de 19 000 à 5 060 - Reconvertir son réacteur à eau lourde d’Arak pour qu’il ne puisse pas produire de plutonium de qualité militaire - Accepter les inspections les plus intrusives jamais négociées avec un État membre de l’AIEA

En échange, les États-Unis, l’Union européenne et les Nations Unies levaient les sanctions nucléaires.

Les sanctions “non nucléaires” — liées au terrorisme, aux droits de l’homme, aux missiles — restaient en place. C’était l’un des points de friction.

Les inspections et la conformité

Pendant les trois années où l'accord était en vigueur (2015-2018), l'AIEA — l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique — a effectué des centaines d'inspections en Iran. Son directeur général a confirmé à chaque fois que l'Iran respectait ses engagements.

Ce n'est pas une affirmation iranienne. C'est le verdict de l'organisation internationale indépendante chargée de la vérification nucléaire mondiale.

La conformité iranienne était réelle et documentée.

Les résultats économiques : une ouverture timide

Après la signature du JCPOA, les investissements étrangers en Iran ont commencé à reprendre. Airbus a signé un contrat pour 100 avions. Total a signé un accord gazier majeur. Boeing négociait. Des délégations commerciales européennes visitaient Téhéran.

L'économie iranienne ne s'est pas ouverte aussi rapidement que les optimistes l'espéraient — les banques américaines restaient réticentes à traiter avec l'Iran par crainte des sanctions résiduelles, créant une ambiguïté qui ralentissait les transactions commerciales.

Mais la direction était claire. L'Iran s'intégrait progressivement à l'économie mondiale.

Le retrait américain de 2018

Le 8 mai 2018, Donald Trump annonce le retrait des États-Unis du JCPOA. Il rétablit l'ensemble des sanctions levées — et ajoute de nouvelles dans le cadre de la politique de “pression maximale”.

Les raisons officielles : le JCPOA ne couvrait pas les missiles balistiques iraniens ni le comportement régional de l’Iran. Il avait des “clauses de coucher du soleil” — certaines restrictions expiraient après 10 à 15 ans.

Ces critiques ne sont pas sans fondement. Le JCPOA était imparfait comme tous les accords de compromis. Mais la réponse à un accord imparfait n’est pas nécessairement de le détruire — c’est de le compléter ou de le renégocier.

L’Iran avait respecté l’accord. Les États-Unis se retiraient unilatéralement d’un accord que leur propre administration avait négocié, que leurs alliés européens voulaient maintenir, et dont l’AIEA certifiait la mise en œuvre.

Les partenaires européens — France, Allemagne, Royaume-Uni — ont tenté de maintenir l’accord sans les États-Unis. Ils ont créé INSTEX, un mécanisme de troc pour permettre des échanges commerciaux hors du système dollar. INSTEX n’a jamais fonctionné à l’échelle prévue — les entreprises européennes craignaient trop les sanctions secondaires américaines pour l’utiliser.

L’Iran après le retrait américain

L’Iran a initialement maintenu ses engagements du JCPOA pendant un an après le retrait américain — espérant que l’Europe compenserait suffisamment pour que l’accord reste viable. Elle ne l’a pas fait.

En 2019, l’Iran commence à dépasser progressivement les limites du JCPOA. En 2021, il enrichit à 20%. En 2023, à 60%. Il installe des centrifugeuses avancées dans des sites souterrains. Il réduit la coopération avec l’AIEA.

On est revenu à la case départ — sauf que trois ans de confiance construite ont été détruits, les inspecteurs ont moins d’accès, et l’enrichissement est à un niveau bien supérieur à 2015.

La politique de “pression maximale” a produit la situation exactement opposée à ce qu’elle prétendait vouloir — un Iran avec un programme nucléaire plus avancé, moins d’accès d’inspection, et moins de disposition à négocier.

Ce que l’histoire du JCPOA enseigne

Le JCPOA démontre que la diplomatie avec l’Iran est possible. Qu’un accord contraignant peut être négocié, signé, et respecté par l’Iran.

Il démontre aussi que la durabilité d’un tel accord dépend de sa continuité politique — un accord rejeté par une administration américaine et abandonné par la suivante ne produit pas la confiance durable nécessaire aux grandes transformations diplomatiques.

L’Iran en a tiré la leçon. Négocier avec Washington, c’est risquer que le prochain président américain détruise en une journée ce qui a pris des années à construire.

Cette incertitude est un facteur structurel qui complique toute future négociation — et qui donne des arguments à ceux, en Iran, qui considèrent que la seule sécurité fiable est celle que l’Iran construit lui-même.

Chapitre 7 — Qui profite de l’ennemi iranien

L’Iran comme menace permanente n’est pas seulement une perception. C’est une construction qui sert des intérêts précis — économiques, militaires, politiques — que la paix avec l’Iran mettrait en danger.

L’Arabie Saoudite : le rival régional

La rivalité entre l’Iran et l’Arabie Saoudite est ancienne, complexe, et multidimensionnelle. Elle est à la fois religieuse (chiites vs sunnites), ethnique (Perses vs Arabes), et géopolitique (deux puissances régionales en compétition pour l’hégémonie du Golfe).

Depuis 1979, l’Arabie Saoudite a systématiquement utilisé la menace iranienne comme argument auprès de Washington pour obtenir des garanties de sécurité et des ventes d’armes. Cette stratégie a été extraordinairement efficace.

L’Arabie Saoudite est le premier acheteur d’armes américaines au monde. Depuis 2015, les ventes d’armes américaines à l’Arabie Saoudite dépassent en cumulé 100 milliards de dollars. Ces ventes sont justifiées officiellement par la “menace iranienne”.

Une normalisation des relations entre l’Iran et les États-Unis — ou une levée des sanctions qui permettrait à l’Iran de développer son économie et d’augmenter sa puissance régionale — réduirait le déséquilibre que l’Arabie Saoudite utilise pour justifier son armement massif.

Riyadh a des intérêts structurels dans le maintien de la tension iranienne.

Israël : la menace existentielle et les gouvernements qui en ont besoin

Israël présente l’Iran comme une menace existentielle depuis les années 1990. Les déclarations iraniennes niant le droit à l’existence d’Israël — notamment d’Ahmadinejad — ont alimenté cette perception.

Cette menace est réelle sur le plan déclaratoire. Elle est plus complexe dans sa réalité opérationnelle. L’Iran et Israël ne partagent pas de frontière. L’Iran n’a pas de capacité de projection militaire directe sur Israël. Ce qu’il a : des missiles balistiques à longue portée, et des proxies au Liban (Hezbollah) et à Gaza (Hamas) qui représentent des menaces plus immédiates.

La menace iranienne est aussi utile politiquement pour les gouvernements israéliens de droite : elle permet de maintenir l’état d’urgence permanent qui justifie des dépenses de défense élevées, la coopération militaire américaine, et le maintien de l’unité nationale face à une menace extérieure présentée comme existentielle.

Israël est le seul État de la région à posséder des armes nucléaires. Sa demande que l’Iran ne développe pas de capacité nucléaire — dans un contexte où cette asymétrie nucléaire bénéficie directement à sa position régionale — est compréhensible. Elle n’est pas nécessairement conforme au droit international de non-prolifération appliqué uniformément.

L’industrie d’armement américaine : les pays du Golfe comme clients

Bahreïn, Qatar, Koweït, Émirats arabes unis, Arabie Saoudite — tous les pays du Golfe achètent des armes américaines en quantités massives. La “menace iranienne” est la justification principale de ces achats.

Les F-15 pour l'Arabie Saoudite. Les F-35 pour les Émirats. Les systèmes THAAD et Patriot pour l'ensemble de la région. Les corvettes, les frégates, les hélicoptères militaires.

Le total cumulé des ventes d'armes américaines aux pays du Golfe depuis 2001 dépasse 300 milliards de dollars. Ces ventes sont approuvées par le Congrès américain, négociées par le Département d'État, et livrées avec des programmes de formation militaire qui créent des dépendances durables.

Une Iran pacifiée et réintégrée dans l'économie mondiale réduirait la perception de menace dans le Golfe — et donc les commandes militaires.

Les bases militaires américaines dans le Golfe

Les États-Unis maintiennent des bases militaires permanentes dans presque tous les pays du Golfe. La 5ème Flotte est basée à Bahreïn. Al-Udeid Air Base au Qatar est la plus grande base aérienne américaine au Moyen-Orient. Camp Arifjan au Koweït. Base aérienne d'Al Dhafra aux Émirats.

Ces bases coûtent des milliards de dollars par an à maintenir. Leur présence est justifiée par deux arguments principaux : la stabilité du Golfe (lire : la sécurité des approvisionnements pétroliers) et la “menace irakienne”.

Une normalisation avec l'Iran remettrait en question la nécessité de cette présence militaire permanente — ou du moins son ampleur. Ce n'est dans l'intérêt ni du commandement militaire américain qui justifie ses budgets, ni des gouvernements du Golfe qui louent leur sécurité aux États-Unis.

Le Congrès américain et les lobbies

L'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee) est l'un des lobbies les plus influents du Congrès américain. Son financement, ses réseaux, ses capacités à influencer les élections dans des circonscriptions clés sont documentés. Sa position sur l'Iran est constante : sanctions maximales, aucune concession sur le nucléaire.

Les lobbies saoudiens dépensent des dizaines de millions de dollars par an à Washington — selon les déclarations obligatoires de lobbying étranger (FARA). Leur message est cohérent : l'Iran est une menace, l'Arabie Saoudite est un allié, les ventes d'armes doivent continuer.

Ce ne sont pas des théories du complot. Ce sont des faits déclarés, disponibles dans les registres du Congrès américain.

Ce que la paix coûterait

Une normalisation durable avec l'Iran coûterait : - Des dizaines de milliards de dollars de ventes d'armes dans le Golfe - La justification de la présence militaire américaine permanente dans la région - L'avantage de sécurité régionale dont bénéficie Israël face à un Iran isolé - La position de l'Arabie Saoudite comme partenaire indispensable

Ces coûts ne seraient pas payés par les citoyens américains. Ils seraient payés par des entreprises et des acteurs politiques qui ont les moyens d'influencer la politique américaine.

C'est pourquoi la diplomatie avec l'Iran — qui a démontré être possible avec le JCPOA — reste si difficile à maintenir dans la durée.

Chapitre 8 — Le détroit d’Ormuz : la clé du pétrole mondial

Entre la péninsule arabique et l’Iran, au fond du golfe Persique, se trouve le détroit d’Ormuz. À son point le plus étroit, il mesure 33 kilomètres de large. Les voies de navigation utilisables — en tenant compte des eaux peu profondes — font environ 3 kilomètres dans chaque sens.

Par ce goulet passent chaque jour environ 20% des approvisionnements pétroliers mondiaux. Environ 30% du GNL (gaz naturel liquéfié) mondial. Des dizaines de super-tankers par jour, dont les cargaisons représentent une valeur de plusieurs milliards de dollars.

L’Iran borde la totalité de la rive nord de ce détroit. Les installations militaires iraniennes — missiles, drones, bateaux rapides, mines marines — sont à quelques minutes de toute voie de navigation.

Ce que la fermeture du détroit coûterait

Si l’Iran fermait le détroit d’Ormuz — par des mines, des missiles anti-navires, des drones — les effets économiques mondiales seraient immédiats et sévères.

Le prix du pétrole : la dernière crise pétrolière majeure (2022, suite à l’invasion de l’Ukraine) a provoqué une hausse du prix du baril de 60 à 120 dollars. Une fermeture du détroit d’Ormuz, qui couperait 20% des approvisionnements mondiaux, provoquerait une hausse estimée entre 150 et 300 dollars le baril selon les modèles économiques, voire plus en cas de panique des marchés.

L’économie mondiale : à 200 dollars le baril, l’économie mondiale entre en récession profonde. Les pays les plus dépendants des importations de pétrole — Europe, Japon, Corée du Sud, Inde — seraient les plus touchés.

Les alternatives : l'Arabie Saoudite a un pipeline qui contourne le Golfe (Petroline, capacité 5 millions de barils/jour). L'Irak a un pipeline vers la mer Rouge. Ces capacités alternatives couvrent une partie — mais seulement une partie — des flux qui transitent par Ormuz.

La capacité iranienne de fermeture

L'Iran n'a pas besoin de fermer physiquement le détroit pour créer une crise économique. Il suffit de créer un risque suffisant pour que les assureurs refusent de couvrir les navires qui transitent.

Les outils iraniens : **Mines marines** : l'Iran possède des milliers de mines marines. Même quelques mines placées dans les voies de navigation suffisent à bloquer le trafic commercial — les navires ne prendront pas le risque tant que les mines ne sont pas détectées et neutralisées.

Missiles anti-navires : l'Iran a développé des missiles anti-navires de croisière et balistiques — notamment le Noor (copie iranienne du C-802 chinois) et le Fateh-110. Depuis 2019, des pétroliers dans le Golfe ont été attaqués avec des mines ou des missiles — attribués à l'Iran ou à ses proxies.

Bateaux rapides des Gardiens de la Révolution : les IRGC Naval Forces utilisent des essaims de petites embarcations rapides armées pour harceler les navires de guerre américains et les pétroliers. Une tactique d'“essaim naval” difficile à contrer par une marine conventionnelle.

Drones navals : depuis 2022, l'Iran a développé et déployé des drones maritimes autonomes capables de mener des attaques kamikaze contre des navires.

Les précédents des années 1980

Ce n'est pas de la théorie. Dans les années 1980, pendant la guerre Iran-Irak, l'Iran a mené la “guerre des pétroliers” — attaques systématiques contre les pétroliers qui approvisionnaient l'Irak et ses alliés du Golfe.

Les États-Unis ont dû déployer la marine pour escorter les pétroliers. L'opération Earnest Will (1987-1988) a engagé 30 navires de guerre américains dans le Golfe. Plusieurs navires américains ont été endommagés, dont le USS Stark touché par un missile irakien et le USS Samuel B. Roberts touché par une mine iranienne.

C'est dans ce contexte qu'en 1988, le USS Vincennes a abattu un Airbus Iran Air avec 290 passagers civils, le confondant avec un avion militaire. L'officier commandant a reçu une médaille. L'Iran n'a jamais oublié.

La géographie comme dissuasion

Le détroit d'Ormuz est la meilleure arme iranienne — et c'est une arme géographique. Elle ne peut pas être détruite par des bombardements américains.

Une guerre contre l'Iran qui viserait à “neutraliser” son programme nucléaire se heurterait immédiatement à cette réalité : l'Iran peut fermer le détroit en réponse, même partiellement, même temporairement — et cela suffit à provoquer une crise économique mondiale.

C'est pourquoi les calculs militaires américains sur une frappe contre l'Iran incluent toujours une variable “Ormuz” qui rend le scénario économiquement catastrophique même en cas de succès militaire initial.

L'Europe et la dépendance au Golfe

L'Europe importe une part significative de son pétrole et de son GNL depuis le Golfe Persique — notamment depuis le Qatar, les Émirats, l'Arabie Saoudite.

Depuis la perte du gaz russe en 2022, cette dépendance s'est accrue. Les terminaux méthaniers européens reçoivent du GNL qatari et américain. Les pétroliers qui approvisionnent l'Europe traversent Ormuz.

Une fermeture du détroit frapperait l'Europe aussi durement que les États-Unis — avec l'aggravant qu'elle est déjà dans une situation énergétique fragilisée depuis 2022. L'Europe, qui n'a aucun rôle dans les décisions politiques qui pourraient provoquer un conflit avec l'Iran, en paierait néanmoins intégralement le prix économique.

C'est le paradoxe de la vassalité stratégique : on subit les conséquences des décisions qu'on ne prend pas.

Chapitre 9 — La capacité militaire iranienne : ce qu'on vous cache

La présentation de l'Iran dans les médias occidentaux est souvent celle d'un régime militairement faible qui compense par le terrorisme et les proxies. Cette présentation sous-estime systématiquement la capacité militaire conventionnelle et asymétrique iranienne — ce qui contribue à des illusions sur le coût d'une guerre.

Les forces armées iraniennes

L'Iran maintient deux structures militaires parallèles : les Forces armées régulières (Artesh) et le Corps des gardiens de la révolution islamique (IRGC ou Pasdaran). Les deux sont financées, équipées et commandées séparément. Ensemble, ils représentent environ 500 000 à 600 000 hommes sous les armes.

Les IRGC sont la force la plus idéologiquement fiable du régime. Ils contrôlent aussi une part significative de l'économie iranienne — construction, télécommunications, pétrochimie. Ils ont leurs propres forces navales, aériennes, terrestres, et la force al-Qods pour les opérations extérieures.

Les missiles balistiques : la force de frappe

L'Iran possède le programme de missiles balistiques le plus important du Moyen-Orient hors Israël. Ses missiles couvrent des portées de 300 à 2 000 kilomètres — capables d'atteindre l'ensemble du Moyen-Orient, de l'Arabie Saoudite à Israël, des bases américaines en Irak, au Qatar et à Bahreïn, jusqu'aux bords de l'Europe du Sud-Est.

Les principaux systèmes :

Shahab-3 (portée 1 300 km) — missile balistique à carburant liquide, opérationnel depuis les années 2000. Précision limitée mais volume de lancement potentiel important.

Emad et **Ghadr** — versions améliorées du Shahab avec une précision accrue grâce à un système de guidage terminal.

Fateh-110 et ses dérivés — missiles à carburant solide de portée 300-700 km, plus précis, plus rapides à lancer, moins vulnérables aux frappes préventives car plus faciles à dissimuler.

Zolfaghar et **Dezful** — portée 700-1 000 km, précision de l'ordre de 30-50 mètres. Ces missiles ont été utilisés en 2020 pour frapper la base irakienne d'Ain al-Asad qui hébergeait des soldats américains — en représailles à l'assassinat du général Soleimani. Les missiles ont touché avec une précision suffisante pour détruire des bâtiments, faisant une centaine de blessés parmi les soldats américains.

Hypersonique Fattah — annoncé en 2023 comme un missile hypersonique à capacité de manœuvre, portée 1 400 km. Son niveau réel de développement fait débat parmi les experts, mais la capacité iranienne de développement de missiles est incontestable.

La défense aérienne : des lacunes comblées

La faiblesse historique de l'Iran était sa défense aérienne — ses avions sont vieux (F-14, F-4, Mirage F1 hérités du Shah), ses pilotes mal entraînés comparés aux standards occidentaux.

Depuis 2016, l'Iran a acquis le système S-300 russe — l'un des systèmes de défense anti-aérienne les plus performants du monde, capable d'intercepter des avions de combat et des missiles de croisière. Des rapports de 2023 suggèrent des négociations pour le S-400, encore plus performant.

Ces systèmes ne rendent pas l'espace aérien iranien impénétrable. Mais ils augmentent significativement le coût d'une opération aérienne américaine ou israélienne contre l'Iran — en termes d'avions et de pilotes perdus.

La guerre asymétrique : drones et guerre électronique

L'Iran a développé depuis les années 2000 une doctrine de guerre asymétrique — compenser l'infériorité en armements conventionnels par des capacités non conventionnelles.

Les drones sont devenus une spécialité iranienne. Les drones Shahed (dont les Shahed-136 utilisés par la Russie en Ukraine depuis 2022) ont démontré une précision et un coût-efficacité remarquables. L'Iran en produit maintenant des milliers par an. En avril 2024, lors d'une attaque directe contre Israël — la première dans l'histoire — l'Iran a lancé simultanément plus de 300 drones et missiles contre le territoire israélien.

La guerre électronique : l'Iran a démontré en 2011 avoir capturé intact un drone furtif américain RQ-170 en en prenant le contrôle par brouillage GPS et usurpation de signal. Cette capacité de guerre électronique a été depuis développée.

Les mines navales et les bateaux rapides : capacités décrites dans le chapitre précédent, opérationnelles et testées en conditions réelles dans le Golfe.

Ce que coûterait une frappe “chirurgicale”

Le scénario le plus souvent évoqué est une frappe aérienne américaine ou israélienne “chirurgicale” contre les installations nucléaires iraniennes — sur le modèle de la frappe israélienne contre le réacteur irakien en 1981.

Ce scénario a deux problèmes fondamentaux.

Premièrement : les installations nucléaires iraniennes sont dispersées, souterraines et renforcées. L'usine d'enrichissement de Fordow est enterrée à 80 mètres de profondeur dans une montagne rocheuse — conçue explicitement pour résister aux bombes anti-bunker américaines les plus puissantes (GBU-57 Massive Ordnance Penetrator). Une frappe ne peut pas détruire l'ensemble du programme nucléaire — elle peut le retarder de quelques années.

Deuxièmement : une frappe serait suivie d'une réponse iranienne. L'Iran ne peut pas laisser une frappe sans réponse militaire sans perdre sa crédibilité de dissuasion. Sa réponse implique l'activation des proxies, des frappes de missiles sur les bases américaines dans la région, et potentiellement une fermeture du détroit.

La frappe "chirurgicale" déclenche une escalade dont personne ne contrôle l'issue.

La leçon de janvier 2020

Le 8 janvier 2020, trois jours après l'assassinat du général Qassem Soleimani par un drone américain à Bagdad, l'Iran a lancé plus de 20 missiles balistiques contre deux bases militaires en Irak — Ain al-Asad et Erbil. Les missiles ont été tirés depuis le territoire iranien, ont atteint leurs cibles, et ont causé des dégâts significatifs aux infrastructures (l'administration américaine a admis plus tard 100 blessures cérébrales traumatiques parmi les soldats).

L'Iran avait prévenu l'Irak, qui avait prévenu les États-Unis — permettant d'évacuer les zones les plus sensibles. Le message diplomatique était clair : l'Iran peut frapper les bases américaines dans la région avec précision.

C'est un signal que tout planificateur militaire doit intégrer dans ses calculs avant toute opération contre l'Iran.

Chapitre 10 — Les proxies : Hezbollah, Houthis, milices irakiennes

L'une des capacités les plus redoutées de l'Iran dans un conflit régional n'est pas ses missiles balistiques ni ses drones. C'est son réseau de proxies — des organisations armées dans des pays voisins que l'Iran finance, entraîne et arme, mais qui ont aussi leurs propres agendas et leur propre base sociale.

Ce réseau — que l'Iran appelle "l'Axe de la résistance" — s'est considérablement renforcé depuis 2003.

Le Hezbollah : l'allié le plus puissant

Le Hezbollah libanais est né en 1982, dans le contexte de l'invasion israélienne du Liban. Fondé avec le soutien direct des Gardiens de la Révolution iraniens, il est depuis lors l'allié le plus stratégique de l'Iran dans la région.

Le Hezbollah n'est pas seulement un groupe armé. C'est un mouvement politique qui participe au gouvernement libanais, un réseau social qui gère des hôpitaux, des écoles, des services sociaux dans les zones chiites du Liban. C'est aussi une organisation terroriste pour les États-Unis, l'Union européenne et Israël.

Sa capacité militaire est sans équivalent parmi les organisations non-étatiques régionales : - Environ 100 000 rockets et missiles, dont des missiles de précision capables d'atteindre n'importe quel point d'Israël - Des drones armés et de reconnaissance - Des forces spéciales aguerries par des années de combats en Syrie - Un arsenal anti-chars sophistiqué (Kornet, Metis-M)

En 2006, lors de la guerre de 34 jours avec Israël, le Hezbollah a tenu en échec l'armée israélienne — considérée comme l'une des meilleures du monde. Tsahal a subi des pertes inattendues. Le Hezbollah a tiré plus de 4 000 roquettes sur Israël.

Depuis 2006, le Hezbollah a multiplié par 10 son arsenal. Un conflit israélo-iranien ouvrirait automatiquement un front libanais d'une intensité sans précédent.

Les Houthis au Yémen : la surprise maritime

Les Houthis (Ansar Allah) sont un mouvement armé chiite du nord du Yémen, originellement un mouvement de protestation locale contre le gouvernement yéménite. Depuis 2015, ils sont en guerre avec une coalition arabe menée par l'Arabie Saoudite.

L'Iran les a progressivement équipés : missiles balistiques, missiles de croisière, drones de combat et kamikaze.

Depuis octobre 2023, en solidarité avec Gaza, les Houthis ont mené des attaques répétées contre des navires commerciaux dans la mer Rouge — menaçant l'une des routes maritimes les plus importantes du monde (11% du commerce mondial, 40% du commerce Europe-Asie transit par le canal de Suez et la mer Rouge).

Plusieurs dizaines de navires ont été touchés ou saisis. Les compagnies de navigation ont dévié leurs routes vers le cap de Bonne-Espérance, augmentant les délais de 10 à 14 jours et les coûts de transport. Les frappes de la coalition américano-britannique contre les positions houthies n'ont pas arrêté les attaques.

Un groupe armé non-étatique dans un pays parmi les plus pauvres du monde paralyse une route commerciale mondiale — et résiste aux frappes de la marine la plus puissante de l'histoire.

Les milices irakiennes : le flanc américain

En Irak, l'Iran finance et entraîne un réseau de milices chiites regroupées sous le Hachd al-Chaabi (Unités de mobilisation populaire). Ces milices ont été officiellement intégrées aux forces armées irakiennes en 2016, mais restent dans les faits sous influence iranienne.

Ces milices ont mené des centaines d'attaques contre les bases et le personnel américains en Irak et en Syrie depuis 2019. Elles ont tué plusieurs soldats américains. Elles peuvent rendre la position militaire américaine en Irak intenable en cas d'escalade avec l'Iran.

L'Irak est le pays où les États-Unis ont dépensé 3 000 milliards de dollars et 4 500 vies de soldats pour "établir la démocratie". Son gouvernement est aujourd'hui profondément influencé par l'Iran. C'est peut-être le résultat le plus ironique de la guerre d'Irak.

La Syrie : la profondeur stratégique

La Syrie d'Assad — maintenue au pouvoir en partie grâce à l'intervention militaire iranienne et russe depuis 2015 — constitue la profondeur stratégique du réseau iranien. Les routes terrestres de l'Iran vers le Liban (via l'Irak et la Syrie) permettent de ravitailler le Hezbollah en armes et munitions.

C'est pourquoi Israël bombarde régulièrement des convois d'armes iraniens en Syrie — pour couper ou ralentir ce corridor logistique. Et pourquoi l'Iran investit autant dans le maintien du régime Assad, quelle que soit son impopularité.

Ce que le réseau de proxies signifie pour une guerre

Une guerre contre l'Iran ne serait pas un conflit bilatéral limité. Ce serait un conflit régional multi-fronts.

Simultanément ou rapidement : roquettes du Hezbollah sur Israël (qui répondrait, ouvrant un front au Liban), attaques houthies sur les navires et les infrastructures pétrolières du Golfe (déstabilisant l'Arabie Saoudite), attaques des milices irakiennes sur les bases américaines (rendant l'Irak un théâtre actif), perturbation du détroit d'Ormuz.

Aucune de ces escalades n'est certaine. Toutes sont possibles. Et leur combinaison simultanée dépasserait très rapidement la capacité des États-Unis à gérer plusieurs crises en parallèle — avec les contraintes de matériaux critiques et de stocks de munitions décrites dans le Tome 10.

La force du réseau de proxies iraniens n'est pas dans sa puissance de feu individuelle. C'est dans sa capacité à ouvrir plusieurs fronts simultanément et à saturer les capacités de réponse adversaires.

C'est une stratégie asymétrique brillante — et ses concepteurs ont eu 45 ans pour la développer et la tester.

Chapitre 11 — Le précédent irakien, multiplié par dix

Le 20 mars 2003, les États-Unis envahissaient l'Irak. L'objectif officiel : détruire les armes de destruction massive. Il n'y en avait pas. L'objectif secondaire : renverser Saddam Hussein et établir une démocratie modèle au Moyen-Orient. Le résultat : l'État islamique, une guerre civile, et un Irak aujourd'hui sous influence iranienne.

Vingt ans après, le bilan est documenté. Il doit informer tout raisonnement sur une guerre contre l'Iran.

Ce que la guerre d'Irak a coûté

Le coût humain : - 4 507 soldats américains tués - 32 000 soldats américains blessés, dont des milliers avec des traumatismes cérébraux permanents - Estimations de civils irakiens tués : entre 150 000 et 600 000 selon les méthodologies - 4 millions de déplacés irakiens

Le coût financier : - Estimation officielle initiale de l'administration Bush : 50 à 60 milliards de dollars - Coût réel documenté (y compris soins vétérans à long terme) : entre 2 000 et 3 000 milliards de dollars selon les études de Joseph Stiglitz et Linda Bilmes

Le coût stratégique : - L'Irak de Saddam était le contrepoids régional à l'Iran. Sa destruction a libéré l'Iran de sa principale contrainte régionale. - Le vide de pouvoir créé a permis l'émergence de l'État islamique — qui a nécessité une nouvelle intervention militaire. - L'Irak est aujourd'hui le pays où les influences américaine et iranienne coexistent de force — avec une balance qui penche vers l'Iran.

L'Iran n'est pas l'Irak

Si la guerre d'Irak s'est avérée catastrophique malgré la faiblesse relative de l'adversaire, une guerre contre l'Iran représenterait un défi d'un ordre de magnitude différent.

La taille : L'Irak avait 25 millions d'habitants en 2003. L'Iran en a 85 millions — plus de trois fois plus. Superficie : deux fois et demi celle de l'Irak. Terrain : des montagnes, des déserts, une côte de 2 440 kilomètres sur le golfe Persique et la mer d'Oman.

La profondeur stratégique : L'Irak était un État relativement plat, avec des villes accessibles. L'Iran a des chaînes de montagnes (Alborz, Zagros) qui créent des reducts défensifs naturels. Le régime peut se replier dans des zones quasi-imprenables.

La cohésion nationale : L'Irak de Saddam était un État divisé — Kurdes au nord, chiïtes au sud, sunnites au centre — avec un régime haï par une majorité de sa population. L'Iran, malgré l'opposition interne au régime islamique, a une identité nationale forte forgée sur 3 000 ans d'histoire. Une invasion étrangère produirait un réflexe nationaliste — comme en Iran même pendant la guerre Iran-Irak de 1980-1988, quand Saddam avait envahi l'Iran avec le soutien américain.

La capacité militaire : L'armée irakienne en 2003 était épuisée par 13 ans de sanctions, démoralisée, mal équipée. Les forces armées iraniennes — décrites dans le chapitre précédent — ont été développées précisément pour résister à une intervention américaine.

Le scénario d'une "frappe limitée"

La tentation est toujours de penser qu'on peut limiter la guerre — une frappe chirurgicale sur les installations nucléaires, sans occupation terrestre.

Cette illusion se heurte à deux réalités.

Première réalité : une frappe aérienne ne peut pas détruire le programme nucléaire iranien. Les installations sont dispersées (Natanz, Fordow, Isfahan, Bushehr, Arak, et des dizaines de sites plus petits), souterraines pour les plus sensibles, et suffisamment redondantes pour absorber une frappe initiale. Les experts en contrôle des armements sont unanimes : une frappe retarderait le programme de deux à cinq ans. Elle ne le détruirait pas.

Deuxième réalité : l’Iran répond. Il ne peut pas ne pas répondre sans perdre sa crédibilité de dissuasion. Sa réponse implique l’ensemble du réseau décrit dans ce livre : Hezbollah, Houthis, milices irakiennes, fermeture partielle d’Ormuz. Ces réponses ne sont pas optionnelles — elles sont la logique de la stratégie iranienne.

La “frappe limitée” déclenche une guerre régionale non limitée.

Le précédent de 2003 comme avertissement institutionnel

Les archives déclassifiées et les mémoires des responsables militaires américains de l’époque révèlent que les analystes de la CIA et les officiers supérieurs du Pentagone avaient prévu les problèmes de l’après-Saddam — l’instabilité, la résistance, les coûts. Leurs analyses ont été ignorées.

Le général Eric Shinseki avait déclaré devant le Congrès que l’occupation de l’Irak nécessiterait “plusieurs centaines de milliers de soldats”. Il a été publiquement humilié par le secrétaire à la Défense Rumsfeld et mis en retraite anticipée. L’armée américaine a envoyé 130 000 hommes. Le résultat est connu.

Ces institutions ont une mémoire. Les planificateurs militaires américains qui ont vécu l’Irak et l’Afghanistan ont une compréhension intime de ce que signifie s’engager dans un pays hostile de grande taille.

C'est pourquoi, malgré des décennies de rhétorique sur la "ligne rouge" iranienne, aucune administration américaine n'a franchi le pas d'une guerre ouverte — même sous les administrations les plus hawkish.

Les coûts non militaires

Une guerre contre l'Iran ne se paierait pas seulement en vies et en dollars de défense. Les coûts secondaires seraient probablement supérieurs aux coûts directs.

L'énergie : à 250 dollars le baril (estimation conservatrice en cas de fermeture d'Ormuz), l'économie mondiale entre en récession. La récession augmente les déficits publics, réduit les recettes fiscales, nécessite des plans de relance — chaque point de PIB perdu se compte en centaines de milliards.

Les réfugiés : l'Iran compte 85 millions de personnes. Même un pourcentage modeste de déplacement créerait une crise migratoire sans précédent — vers l'Irak (déjà fragile), la Turquie, et l'Europe. La crise syrienne de 2015, avec ses 1,5 million de réfugiés, a déstabilisé la politique européenne pour une décennie. Une crise iranienne serait d'un ordre de magnitude supérieur.

L'instabilité régionale : une guerre qui fragilise ou renverse le régime iranien ne produit pas nécessairement un Iran démocratique et pro-occidental. Elle produit plus probablement un vide de pouvoir dans un pays de 85 millions d'habitants avec un programme nucléaire actif, frontalier de l'Irak, de l'Afghanistan, du Pakistan et du Caucase.

La question que personne ne pose

Avant toute décision d'engagement militaire, la question légitime est : qu'est-ce qu'on obtient si ça "marche" ?

En Irak, si ça avait “marché” — une démocratie fonctionnelle, stable et pro-occidentale au cœur du Moyen-Orient. C’est ce qu’on promettait. Ça n’a pas marché.

Contre l’Iran, si les frappes “marchent” — le programme nucléaire est retardé de cinq ans. Pendant ces cinq ans, aucune des causes qui ont produit le programme nucléaire iranien n’a été traitée. Dans cinq ans, on est dans la même situation, avec un Iran qui a tiré les leçons de l’attaque et accéléré son enfouissement et sa dispersion.

La question n’est pas seulement “peut-on gagner la guerre ?” La question est : “qu’est-ce que signifie gagner, et est-ce que ça résout le problème ?”

Les guerres modernes ont rarement produit les résultats politiques annoncés par leurs promoteurs. Il n’y a aucune raison structurelle de penser que la guerre contre l’Iran ferait exception.

Chapitre 12 — La diplomatie est possible : ce que l’histoire démontre

Si l’histoire du JCPOA démontre une chose, c’est que la diplomatie avec l’Iran fonctionne quand elle est menée sérieusement et maintenue de façon cohérente. Ce n’est pas une hypothèse — c’est un fait documenté par l’Agence internationale de l’énergie atomique pendant trois ans.

L’échec du JCPOA n’est pas l’échec de la diplomatie avec l’Iran. C’est l’échec de la continuité de la politique américaine.

Ce que l’Iran veut réellement

Comprendre les demandes réelles de l’Iran est une condition préalable à toute négociation sérieuse. Ces demandes ne sont pas aussi irrationnelles que la rhétorique les présente.

La sécurité du régime : le gouvernement iranien — quel que soit son jugement moral — a observé ce qui arrive aux dirigeants qui abandonnent leurs programmes de défense sous pression américaine. Mouammar Kadhafi a renoncé à son programme nucléaire en 2003, obtenu la normalisation avec l’Occident, et été renversé avec le soutien militaire américain en 2011. Saddam Hussein affirmait ne pas avoir d’armes de destruction massive — il a été envahi et pendu. Kim Jong-un a tiré la leçon inverse et n’a jamais sérieusement envisagé le désarmement.

L’Iran veut des garanties crédibles de non-intervention dans ses affaires intérieures et de non-changement de régime. Ce n’est pas une demande irrationnelle de la part d’un État qui a subi un coup d’État américain en 1953.

La levée des sanctions : l'économie iranienne souffre de décennies de sanctions. L'inflation, le chômage des jeunes, la dévaluation du rial — ces pressions économiques sont réelles. L'Iran veut la réintégration à l'économie mondiale, l'accès aux marchés financiers, la possibilité d'exporter son pétrole et son gaz sans restrictions.

La reconnaissance de son rôle régional : l'Iran est une puissance de 85 millions d'habitants avec une histoire de 3 000 ans, une économie potentiellement importante, et une influence culturelle et religieuse sur une partie significative de la région. Il veut être traité comme tel — pas comme un État paria à contenir.

Le programme nucléaire comme monnaie d'échange : l'Iran a démontré avec le JCPOA qu'il est prêt à limiter son programme nucléaire en échange de bénéfices économiques réels et de garanties de sécurité. Ce levier existe.

Les précédents de normalisation

L'histoire des relations internationales offre plusieurs précédents de normalisation de relations avec des États considérés comme des ennemis irréductibles.

La Chine (1972) : Nixon rencontre Mao — deux idéologies inconciliables, deux systèmes en conflit depuis 1949, la guerre de Corée, le soutien chinois au Vietnam. La visite de Nixon en 1972 a transformé la géopolitique mondiale. Ce n'était pas de la naïveté : c'était du réalisme — la Chine était trop importante pour rester dans l'isolement.

La Libye (2003-2004) : Kadhafi renonce à ses programmes d'armes de destruction massive et accepte des inspections internationales. En échange, les sanctions sont levées, les investissements reprennent, Kadhafi est reçu

à l'Élysée. L'accord a tenu — jusqu'à ce que l'Occident change d'avis en 2011, ce qui a détruit la crédibilité de ce type d'accord pour tous les régimes qui observaient.

Cuba (2014-2016) : Obama et Raúl Castro annoncent la normalisation des relations après 55 ans d'embargo. Des ambassades rouvrent. Des vols directs reprennent. L'accord n'a pas survécu au retrait de Trump — mais il a démontré qu'une normalisation était possible avec un régime que les États-Unis avaient désigné comme ennemi pendant deux générations.

Le Vietnam (1995) : vingt ans après une guerre qui a tué 58 000 Américains et des millions de Vietnamiens, les États-Unis et le Vietnam normalisent leurs relations. Aujourd'hui, le Vietnam est un partenaire commercial important des États-Unis et un contrepoids à l'influence chinoise dans la région.

Le schéma est constant : des ennemis que la rhétorique présente comme irréductibles deviennent des partenaires quand des intérêts mutuels bien compris prennent le dessus.

Ce qui devrait être négocié

Un accord durable avec l'Iran devrait aller au-delà du JCPOA. Le JCPOA était un accord limité — nucléaire contre sanctions nucléaires. Un accord de normalisation complet nécessiterait de traiter :

Le programme nucléaire : limites d'enrichissement, inspections, calendriers — sur le modèle du JCPOA mais avec des garanties de durabilité.

Les missiles balistiques : l'Iran a refusé d'inclure ses missiles dans le JCPOA. Une limitation de la portée ou du type de missiles pourrait être négociée en échange de garanties de sécurité plus substantielles.

L'Influence régionale : le comportement de l'Iran au Yémen, en Irak, au Liban est une préoccupation légitime. Mais il faut être honnête : l'influence iranienne dans ces pays est en partie le résultat des guerres

américaines qui ont créé les vides de pouvoir. Un accord régional nécessiterait des discussions multilatérales — incluant l'Arabie Saoudite, l'Irak et les pays du Golfe.

La réconciliation économique : levée des sanctions, accès au système SWIFT, possibilité d'investissements étrangers. Ces bénéfices économiques sont la carotte principale.

L'obstacle structurel : la politique intérieure américaine

La principale difficulté d'un accord avec l'Iran n'est pas l'Iran. C'est la politique intérieure américaine.

Tout accord avec l'Iran doit passer le Congrès américain — où des lobbies puissants ont un intérêt dans le maintien des tensions. Toute administration qui négocie avec l'Iran prend un risque politique domestique. Et comme le JCPOA l'a démontré, même un accord signé peut être détruit par l'administration suivante.

L'Iran a tiré la leçon. Négocier un accord que Trump peut détruire en un décret n'est pas une garantie de sécurité crédible.

La solution technique pourrait être un traité formel — nécessitant la ratification du Sénat et donc plus difficile à défaire unilatéralement. Mais un traité nécessite une super-majorité au Sénat, ce qui est politiquement encore plus difficile à obtenir.

C'est le paradoxe central : la diplomatie avec l'Iran est possible, mais le système politique américain la rend structurellement instable. Et l'Iran, qui l'a compris, demande des garanties que ce système ne peut pas fournir.

Le rôle de l'Europe

L'Europe a une carte à jouer dans cette équation — qu'elle n'a pas utilisée efficacement.

L'Union européenne est le troisième partenaire commercial mondial. L'accès au marché européen, au système bancaire européen, aux investissements européens représenterait pour l'Iran un bénéfice économique considérable — indépendant des États-Unis.

Le mécanisme INSTEX, créé en 2019 pour contourner les sanctions américaines, n'a jamais fonctionné à l'échelle prévue parce que les entreprises européennes craignaient les sanctions secondaires américaines. C'est symptomatique de la vassalité stratégique européenne : l'Europe n'a pas pu maintenir ses propres engagements commerciaux face à la pression américaine.

Une Europe réellement autonome sur le plan diplomatique pourrait être un tiers garant d'un accord — offrant les bénéfices économiques que les États-Unis ne peuvent pas fournir de façon stable, et servant d'intermédiaire entre Washington et Téhéran.

Ce rôle suppose une politique étrangère européenne réellement indépendante. C'est précisément ce que les États-Unis ont systématiquement empêché de se développer — comme décrit dans les tomes précédents de cette collection.

Le moment où la diplomatie était possible — et ne s'est pas faite

En 2003, après l'invasion de l'Irak, l'Iran était dans une position de faiblesse et d'inquiétude. Il envoya une offre complète de normalisation aux États-Unis par l'intermédiaire du gouvernement suisse : gel du

programme nucléaire, coopération contre al-Qaïda, fin du soutien au Hezbollah en échange de la levée des sanctions et de garanties de non-ingérence.

L'offre a été transmise au Département d'État. Elle a été ignorée. L'administration Bush, grisée par la chute rapide de Bagdad, estimait avoir le vent en poupe. Il n'y avait pas lieu de négocier avec ce qui semblait être la prochaine cible.

Dix-huit mois plus tard, l'insurrection irakienne avait commencé. La dynamique avait changé. Le moment était passé.

C'est peut-être la leçon la plus cruelle de l'histoire de la diplomatie américano-iranienne : les moments où un accord est possible ont une durée de vie courte. Ils nécessitent une volonté politique que la structure des intérêts américains — décrits au chapitre 7 — rend difficile à maintenir.

Chapitre 13 — L'Iran dans le monde multipolaire

Pendant que les États-Unis et leurs alliés débattaient de sanctions et de frappes chirurgicales, l'Iran a fait quelque chose de stratégiquement remarquable : il s'est intégré à un réseau alternatif de relations internationales qui réduit progressivement l'efficacité de la politique de pression occidentale.

Ce tournant n'est pas un accident. C'est la réponse logique d'un État contraint, qui a décidé de chercher des alternatives au lieu d'attendre la grâce américaine.

Les BRICS et la normalisation diplomatique

En juillet 2023, lors du sommet de Johannesburg, l'Iran a été invité à rejoindre les BRICS — le groupe qui rassemble le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud.

C'est une rupture symbolique et pratique. L'Iran n'est plus un paria international — il est membre d'un groupe qui représente plus de 40% de la population mondiale et environ 25% du PIB mondial.

Les bénéfiques pratiques : accès potentiel aux mécanismes de règlement financier alternatifs au dollar, aux marchés des membres, à la diplomatie du groupe.

En mars 2023, l'Arabie Saoudite et l'Iran ont normalisé leurs relations diplomatiques, rompues depuis 2016 — par la médiation de la Chine. Cette normalisation est le signe d'un basculement régional. La Chine, qui achète du pétrole à la fois iranien et saoudien, avait un intérêt évident à

réduire les tensions entre ses deux fournisseurs. Elle a joué le rôle de médiateur que les États-Unis auraient pu jouer — mais n’ont pas voulu jouer.

La relation sino-iranienne

L’axe stratégique le plus important de l’Iran du 21^{ème} siècle est sa relation avec la Chine.

En mars 2021, l’Iran et la Chine ont signé un “accord de coopération stratégique globale” d’une durée de 25 ans. Les détails exacts ne sont pas publics, mais les grandes lignes ont été confirmées par les deux parties : investissements chinois en Iran estimés à 400 milliards de dollars sur 25 ans dans les secteurs de l’énergie, des infrastructures, de l’industrie et des télécommunications, en échange de fournitures pétrolières à prix préférentiel.

La Chine est déjà le premier acheteur de pétrole iranien — malgré les sanctions américaines. Elle a développé des mécanismes de paiement qui contournent le système SWIFT et le dollar. Des “dark tankers” (pétroliers qui coupent leur transpondeur AIS) transportent du pétrole iranien vers des ports chinois.

Cette relation a une limite : la Chine ne veut pas d’un Iran nucléaire qui déstabilise la région dont elle achète le pétrole. Mais elle a aussi un intérêt stratégique à maintenir l’Iran comme contrepoids à l’influence américaine dans la région.

La relation russo-iranienne

La relation entre l’Iran et la Russie a connu une transformation spectaculaire depuis 2022.

Avant l’invasion de l’Ukraine, la relation était pragmatique mais distante : deux États qui coopèrent sur des dossiers spécifiques (Syrie, ventes d’armes, contournement de sanctions) mais qui se méfient mutuellement — ils sont voisins et rivaux historiques.

Depuis 2022, la relation s’est approfondie qualitativement. L’Iran a fourni des drones Shahed-136 à la Russie pour ses opérations en Ukraine. En échange, la Russie aurait partagé des technologies militaires (systèmes de défense aérienne, technologies de missiles) avec l’Iran.

Cette relation a des limites. La Russie n’est pas un allié indéfectible de l’Iran — comme elle l’a démontré en ne s’opposant pas aux frappes israéliennes contre des positions iraniennes en Syrie. Mais elle fournit à l’Iran un soutien diplomatique au Conseil de sécurité des Nations Unies, bloquant les résolutions américaines, et réduit l’isolement stratégique iranien.

L’Organisation de coopération de Shanghai

L’Iran a rejoint l’Organisation de coopération de Shanghai (OCS) en 2023 — un groupe rassemblant la Chine, la Russie, l’Inde, le Pakistan, et plusieurs États d’Asie centrale.

L’OCS n’est pas une alliance militaire. C’est un forum de coopération économique et sécuritaire. Mais son existence alternative aux institutions occidentales — G7, OTAN, FMI — crée un espace diplomatique où l’Iran peut exercer une influence.

L’efficacité décroissante des sanctions

La principale leçon stratégique de la politique de “pression maximale” est que les sanctions unilatérales américaines perdent de leur efficacité quand les États ciblés ont des alternatives.

Les sanctions américaines ont causé des dommages réels à l'économie iranienne — dévaluation du rial, inflation, difficulté d'accès aux pièces détachées, aux médicaments, aux équipements. Elles ont appauvri la population civile iranienne.

Elles n'ont pas changé le comportement du régime. Elles n'ont pas arrêté le programme nucléaire — qui a au contraire progressé pendant la période de “pression maximale”. Elles ont renforcé les conservateurs iraniens qui avaient toujours soutenu que négocier avec Washington était inutile.

Et elles sont de moins en moins efficaces à mesure que l'Iran développe des alternatives : pétrole vendu à la Chine, commerce avec la Russie, intégration aux BRICS et à l'OCS, mécanismes de paiement alternatifs au dollar.

La sanction fonctionne quand le pays sanctionné n'a pas d'alternative. Dans un monde unipolaire, les États-Unis étaient le centre incontournable du système financier mondial. Dans un monde multipolaire en émergence, les alternatives se multiplient.

Ce que le monde multipolaire change pour l'Iran

La transformation géopolitique mondiale décrite dans cette collection — la montée en puissance de la Chine, le défi au dollar décrit dans le Tome 8, l'affaiblissement relatif de la projection militaire américaine décrit dans le Tome 10 — transforme les options stratégiques de l'Iran.

L'Iran de 2025 n'est pas l'Iran de 1979, contraint de choisir entre l'Occident et l'isolement. C'est un État qui a, pour la première fois, des alternatives crédibles — économiques, diplomatiques, militaires — à la dépendance au système occidental.

Cette transformation ne rend pas l'Iran plus facile à gérer pour Washington. Elle signifie que la stratégie de pression maximale a une efficacité décroissante. Chaque année qui passe sans accord renforce un peu plus l'Iran dans son tournant vers l'Est.

La fenêtre qui se referme

Il existe probablement une fenêtre diplomatique — difficile à définir précisément, mais réelle — pendant laquelle un accord avec l'Iran reste possible et dans l'intérêt des deux parties.

Cette fenêtre se referme progressivement : - À mesure que l'Iran s'intègre plus profondément dans les structures économiques sino-russes - À mesure que le programme nucléaire progresse vers le seuil militaire - À mesure que les forces internes iraniennes sceptiques de la négociation avec Washington consolident leur position - À mesure que les alternatives à la dépendance au système occidental se multiplient

Un Iran avec une arme nucléaire, profondément intégré aux BRICS et à l'OCS, avec des liens militaires avec la Russie et des liens économiques avec la Chine, sera beaucoup plus difficile à négocier qu'un Iran en 2015.

Le JCPOA était possible parce que l'Iran avait besoin d'un accord économique et avait peu d'alternatives. Cette configuration ne durera pas indéfiniment.

Ce que cela signifie pour l'Europe

L'Europe est l'acteur qui a le plus à perdre d'une guerre contre l'Iran — elle subirait les conséquences économiques (Ormuz, pétrole, gaz) sans avoir participé aux décisions.

Et elle est l'acteur qui a le plus à gagner d'un Iran normalisé et réintégré à l'économie mondiale : un partenaire commercial de 85 millions d'habitants, une source d'énergie alternative à la Russie, un acteur régional qui peut contribuer à la stabilité de son voisinage.

Si l'Europe développait une politique étrangère réellement indépendante — ce qui supposerait de surmonter les obstacles décrits dans le Tome 9 — elle aurait à la fois les moyens et les intérêts pour jouer un rôle de médiateur dans la relation américano-iranienne.

Elle ne l'a pas fait. Elle ne le fait pas. Et tant qu'elle ne le fera pas, elle restera l'observatrice impuissante d'un conflit dont elle paierait le prix.

C'est le paradoxe de la vassalité stratégique, formulé ici dans sa version la plus concrète : l'Europe a les intérêts et peut-être les capacités d'une diplomatie indépendante. Elle n'a pas la volonté politique de l'exercer.

Épilogue — Nassim, six mois plus tard

Lyon, mars 2025.

Nassim a finalement décroché son téléphone. Il a rappelé sa mère à Téhéran — un appel qu’il remettait depuis des semaines, depuis que les bruits de couloir dans son bureau d’études avaient commencé à parler d’une “option militaire” avec une insistance nouvelle.

Sa mère allait bien. Sa sœur aussi. L’appartement familial dans le quartier de Shemiran tenait toujours. La vie continuait — avec ses difficultés, les files d’attente devant les pharmacies pour des médicaments introuvables à cause des sanctions, le rial qui perdait encore de la valeur, le chauffage coupé deux heures par jour cet hiver. La vie sous sanction, c’est ça : des petites privations quotidiennes qui s’accumulent. Pas la guerre — pas encore.

“Tu penses que ça va s’embraser ?” lui avait demandé sa mère, avec ce ton neutre qu’on développe quand on a vécu assez de crises pour ne plus se laisser emporter par chacune.

Nassim n’avait pas su quoi répondre. Il est ingénieur. Il travaille avec des systèmes. Et tout ce qu’il a compris en lisant, en cherchant, en suivant les analyses depuis des mois, c’est que le système est instable — mais que personne ne peut dire quand l’instabilité devient rupture.

Ce livre ne prédit pas de guerre.

Il décrit les conditions qui pourraient en produire une — et les intérêts qui pourraient la précipiter.

Il décrit aussi ce qu'une telle guerre coûterait. Pas en théorie abstraite, mais en prix concret : pétrole à 250 dollars, récessions mondiales, fronts multiples, un précédent irakien multiplié par dix, des familles comme celle de Nassim prises entre une frappe et sa réponse.

Ce que ce livre a voulu démontrer

L'Iran n'est pas ce que les médias dominants en font la plupart du temps.

Ce n'est pas un État irrationnel dirigé par des fanatiques suicidaires. C'est une puissance avec une histoire de 3 000 ans, une mémoire vive de l'ingérence étrangère — le coup de 1953 est enseigné dans toutes les écoles iraniennes —, des intérêts nationaux défendables, et une capacité de nuisance régionale réelle et sous-estimée.

La menace iranienne n'est pas une fabrication. Mais elle est entretenue par des acteurs qui ont un intérêt économique et politique dans sa permanence — l'industrie d'armement, les bases militaires du Golfe, les alliés régionaux qui louent leur sécurité à Washington.

La diplomatie a fonctionné. Elle peut fonctionner à nouveau. Mais elle nécessite une cohérence politique que le système américain ne garantit pas — et que l'Europe, par son manque d'autonomie, ne peut pas pallier.

Et la guerre — toute guerre contre l'Iran — déclencherait des conséquences que personne ne contrôlerait entièrement.

L'Iran comme miroir

L'Iran est, dans cette collection, un miroir.

Le miroir du Tome 8 : un pays qui essaie de réduire sa dépendance au dollar américain — et qui en paie le prix en sanctions.

Le miroir du Tome 9 : un pays désigné comme ennemi par des récits construits par des acteurs qui ont intérêt à son isolement.

Le miroir du Tome 10 : un pays dont l’encerclement stratégique pousse ses partenaires chinois et russes à consolider leur position dans les industries critiques que l’Occident a négligées.

Ce qui se joue autour de l’Iran, c’est le test de la capacité occidentale — et particulièrement européenne — à penser stratégiquement sur le long terme, à distinguer les intérêts réels des récits construits, à choisir la diplomatie patiente plutôt que la confrontation spectaculaire.

Nassim a raccroché après vingt minutes. Sa mère lui avait demandé quand il revenait les voir. Il avait dit “bientôt” — sans savoir si c’était vrai.

Il s’est levé, a regardé par la fenêtre les toits de Lyon sous la pluie de mars.

Il pensait à Cyrus, qui avait laissé les peuples conquis pratiquer leurs religions. À Mossadegh, renversé parce qu’il voulait que le pétrole iranien appartienne aux Iraniens. À l’accord de 2015, signé dans l’euphorie, abandonné dans l’indifférence.

Il pensait à sa mère qui attendait le chauffage.

Il pensait que l’histoire n’est pas inévitable. Que des choix différents produisent des résultats différents. Que comprendre est toujours le début.

Fin du Tome 11

Cette collection — Les Rouages — explore les mécanismes cachés qui façonnent l’économie mondiale, les récits politiques, et les rapports de force géopolitiques. Chaque tome est une pièce d’un puzzle plus large. Le Tome 8 (Le Privilège exorbitant) analyse le dollar comme instrument de pouvoir. Le Tome 9 (L’Ennemi désigné) déconstruit la fabrication des

ennemis dans le cas russe. Le Tome 10 (Le Ventre mou de l'Empire) explore la dépendance aux matériaux critiques. Le Tome 11 (La guerre de trop) pose la question iranienne dans sa réalité complète.

Comprendre ces mécanismes, c'est se donner les moyens de penser par soi-même.

Bibliographie

Sources principales

Stephen Kinzer — *All the Shah's Men: An American Coup and the Roots of Middle East Terror* (2003). Le récit de référence sur le coup d'État de 1953 contre Mossadegh, basé sur des archives déclassifiées et des témoignages de participants.

Mark Gasiorowski & Malcolm Byrne (eds.) — *Mohammad Mosaddeq and the 1953 Coup in Iran* (2004). Recueil académique incluant des documents de la CIA déclassifiés sur l'opération Ajax/Boot.

Ervand Abrahamian — *Iran Between Two Revolutions* (1982) et *A History of Modern Iran* (2008). Les ouvrages de référence sur l'histoire politique iranienne du 20ème siècle, par le principal historien américain de l'Iran.

Ray Takeyh — *Hidden Iran: Paradox and Power in the Islamic Republic* (2006). Analyse de la politique intérieure iranienne par un membre du Council on Foreign Relations.

Trita Parsi — *Treacherous Alliance: The Secret Dealings of Israel, Iran, and the United States* (2007) et *Losing an Enemy: Obama, Iran, and the Triumph of Diplomacy* (2017). Analyse des relations américano-iraniennes par le fondateur du National Iranian American Council.

Sur le programme nucléaire et le JCPOA

Seyed Hossein Mousavian — *The Iranian Nuclear Crisis: A Memoir* (2012). Le point de vue iranien sur les négociations nucléaires, par un ancien négociateur iranien.

James Acton (Carnegie Endowment for International Peace) — Rapports sur le programme nucléaire iranien, les inspections AIEA, et les options diplomatiques.

Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) — Rapports trimestriels sur la mise en œuvre du JCPOA (2015-2018), disponibles sur le site de l'AIEA. Ces rapports confirment la conformité iranienne pendant la durée de l'accord.

Arms Control Association — *The Iran Nuclear Deal at a Glance* et analyses des développements post-retrait américain (2018-2024).

Sur les capacités militaires iraniennes

Anthony Cordesman (Center for Strategic and International Studies) — *Iranian Military Forces and Warfighting Capabilities* (2016, mise à jour annuelle). L'analyse la plus complète disponible publiquement sur les forces armées iraniennes.

Michael Connell (CNA Corporation) — Rapports sur la doctrine militaire des IRGC et la stratégie de guerre asymétrique iranienne.

International Institute for Strategic Studies (IISS) — *The Military Balance*, éditions annuelles : données comparatives sur les forces armées iraniennes, les missiles, et les capacités aériennes.

Fabian Hinz (Middlebury Institute of International Studies) — Analyses des missiles balistiques iraniens et de leur précision, notamment sur les frappes d'Ain al-Asad de janvier 2020.

Sur le détroit d'Ormuz et l'économie du pétrole

Energy Information Administration (EIA) — Rapports sur les flux pétroliers mondiaux, la capacité du détroit d'Ormuz, et les routes alternatives. Disponibles sur eia.gov.

International Energy Agency (IEA) — *World Energy Outlook*, éditions annuelles : données sur les dépendances énergétiques et les flux de GNL.

Caitlin Talmadge — *The Dictator's Army: Battlefield Effectiveness in Authoritarian Regimes* (2015). Analyse notamment la capacité iranienne de déni d'accès dans le Golfe Persique.

Sur le réseau de proxies

Nicholas Blandford — *Warriors of God: Inside Hezbollah's Thirty-Year Struggle Against Israel* (2011). Le livre de référence sur le Hezbollah, par un journaliste du Christian Science Monitor basé au Liban pendant vingt ans.

Augustus Richard Norton — *Hezbollah: A Short History* (2007). Analyse académique du Hezbollah comme acteur politique et militaire.

Farea Al-Muslimi — Analyses sur les Houthis et le conflit yéménite (Sana'a Center for Strategic Studies). Témoignage d'un chercheur yéménite sur les dynamiques internes du conflit.

Renad Mansour (Chatham House) — Rapports sur les milices irakiennes, le Hachd al-Chaabi, et les relations entre Bagdad et Téhéran.

Sur les intérêts économiques et politiques autour de la tension

William Hartung — *Prophets of War: Lockheed Martin and the Making of the Military-Industrial Complex* (2011). Analyse du lobby militaro-industriel américain.

Andrew Feinstein — *The Shadow World: Inside the Global Arms Trade* (2011). Le marché global des armes, incluant les ventes américaines aux pays du Golfe.

Lee Hamilton & Lee Feinstein — Analyses sur le lobbying au Congrès américain sur les questions de politique étrangère (Wilson Center).

Foreign Agents Registration Act (FARA) — Base de données publique du Département de la Justice américain : déclarations de lobbying étranger des pays du Golfe (consultable sur justice.gov/nsd-fara).

Sur la guerre d'Irak comme précédent

Bob Woodward — *Plan of Attack* (2004). La prise de décision de l'administration Bush sur l'invasion de l'Irak, basée sur des entretiens avec les principaux décideurs.

Thomas Ricks — *Fiasco: The American Military Adventure in Iraq* (2006). Le bilan militaire de la guerre d'Irak par un journaliste du Washington Post spécialisé dans les affaires militaires.

Linda Bilmes & Joseph Stiglitz — *The Three Trillion Dollar War: The True Cost of the Iraq Conflict* (2008). Calcul du coût économique total de la guerre d'Irak, incluant les soins vétérans à long terme.

Sur l'Iran dans le monde multipolaire

Vali Nasr — *The Dispensable Nation: American Foreign Policy in Retreat* (2013). Analyse du retrait américain et de ses conséquences, par un ancien conseiller au Département d'État.

Flynt Leverett & Hillary Mann Leverett — *Going to Tehran: Why the United States Must Come to Terms with the Islamic Republic of Iran* (2013). Plaidoyer pour la normalisation, par deux anciens membres du Conseil de sécurité nationale américain.

Pepe Escobar — Chroniques sur l'intégration de l'Iran dans les BRICS et l'OCS (Asia Times, Consortium News). Perspective d'un journaliste d'investigation spécialisé dans la géopolitique eurasiatique.

Médias et sources primaires

BBC Persian — Couverture en langue perse de la politique iranienne, distincte de la couverture anglophone.

Al-Monitor — Média spécialisé dans le Moyen-Orient, couvrant l'Iran avec des correspondants locaux.

Iran International — Chaîne d'information iranienne en exil, offrant une perspective critique du régime.

Press TV (média d'État iranien) — À utiliser comme source primaire sur le discours officiel iranien, avec le discernement approprié.

Declassified Documents — Documents déclassifiés de la CIA sur le coup de 1953, disponibles via le National Security Archive de l'Université George Washington (nsarchive.gwu.edu).

Du même auteur

Une série de livres indépendants, lisibles dans n'importe quel ordre, qui forment ensemble un seul projet : comprendre les mécanismes qui gouvernent votre vie — pour reprendre le contrôle.

Le Pays du Surréalisme — Trilogie fiction belge

Les Intercommunales (Tome 1) — *L'art de voler avec des mains propres*
Liège, 1991-2005. Les fonds de pension vidés. Cent soixante-dix mille affiliés spoliés. Des élus de tous les partis. Et personne en prison.

Brabant wallon (Tome 2) — *Vingt-huit morts pour un vote* 1982-1985.
Des supermarchés. Des familles ordinaires. Un réseau paramilitaire lié à l'OTAN. Zéro condamnation.

Le Dossier bis (Tome 3) — *Ce que le dossier Dutroux n'a jamais dit*
Bruxelles, 1996-2019. Le réseau protégé. Les connexions institutionnelles et internationales. Le silence organisé.

Les rouages — Comprendre le monde

Le Métier de Berger (Livre 1) — amazon.fr/dp/B0GSBY4Z1Y (ebook)
— amazon.fr/dp/B0GSGWFFZG (broché)

L'Angle Mort (Livre 2) — amazon.fr/dp/B0GSNSJ12S (ebook) — amazon.fr/dp/B0GSRYH2Q7 (broché)

La Machine Invisible (Livre 3) — amazon.fr/dp/B0GT69R9GK (ebook)
— amazon.fr/dp/B0GT8XHD81 (broché)

Le Dernier Verrou (Livre 4) — amazon.fr/dp/B0GT2FQ1XK (ebook) — amazon.fr/dp/B0GT4WN4RZ (broché)

La Chaîne Dorée (Livre 5) — amazon.fr/dp/B0GTYKDC49 (ebook) — amazon.fr/dp/B0GV2FJKLL (broché)

La Résistance Capturée (Livre 6) — amazon.fr/dp/B0GTYQZ12G (ebook) — amazon.fr/dp/B0GV2QKCJM (broché)

À qui appartient demain ? (Livre 7) — amazon.fr/dp/B0GTQLDF2F (ebook) — amazon.fr/dp/B0GTTKC8DJ (broché)

Le Pacte de 1973 (Livre 8)

L'Ennemi désigné (Livre 9)

Le Ventre mou de l'Empire (Livre 10)

La Guerre de trop contre l'Iran (Livre 11)

La Novlangue (Dictionnaire — hors-série gratuit)

Trois captivités — Manuel de reconquête (Introduction à la collection)
— amazon.fr/dp/B0GTV7F6F2 (ebook) — amazon.fr/dp/B0GTYK7H8M (broché)

Les rouages — La santé

Ce que vous mangez vous gouverne (Livre 1) — amazon.fr/dp/B0GT13KTZV (ebook) — amazon.fr/dp/B0GT49YKQL (broché)

L'Alchimie Alimentaire (Livre 2) — amazon.fr/dp/B0GT183WYR (ebook) — amazon.fr/dp/B0GT4CVYHR (broché)

Conserver le vivant (Livre 3) — amazon.fr/dp/B0GSZHNK67 (ebook) — amazon.fr/dp/B0GT4KQXD3 (broché)

Santé & Conscience

Pourquoi êtes-vous malade ? — *Ce que l'industrie vous fait — et comment s'en sortir*

Collection Cuisine Souveraine

L'Alchimie Alimentaire (CB1)

La Table (CB2 — *Cuisines du Monde qui Soignent*) — amazon.fr/dp/B0GTMZ6G9G (ebook) — amazon.fr/dp/B0GTMTDHMC (broché)

L'Anti-Inflammatoire (CB3) — amazon.fr/dp/B0GTZS7R1K (ebook) — amazon.fr/dp/B0GV3JL7MG (broché)

L'Apothicaire (CB4 — *Remèdes Naturels*) — amazon.fr/dp/B0GTMJ-JYC6 (ebook) — amazon.fr/dp/B0GTNMFKP1 (broché)

La Soupière (CB5 — *Soupes Thérapeutiques*) — amazon.fr/dp/B0GV1H-FRPW (ebook) — amazon.fr/dp/B0GV3N3FTG (broché)

L'Ayurveda (CB6) — amazon.fr/dp/B0GV1Q5CT3 (ebook) — amazon.fr/dp/B0GV3W64K6 (broché)

La Fermenterie (CB7 — *Fermentation Maison*)

Les Desserts Sains (CB8) — amazon.fr/dp/B0GTN714VL (ebook) — amazon.fr/dp/B0GTQZKK6Y (broché)

Le Fournil (CB9 — *Pain au Levain*)

Le Jardin (CB10 — *Potager et Autonomie*)

Le Rééquilibrage (CB11 — *Maigrir Sans Régime*) — amazon.fr/dp/B0GTMJJYC6 (ebook)

De l'or au code

Tome 1 : Constat — amazon.fr/dp/B0GR1G35J8 (*ebook*) — amazon.fr/dp/B0GR54ZZJ3 (*broché*)

Tome 2 : On construit la mécanique — amazon.fr/dp/B0GQ4VL8K9 (*ebook*) — amazon.fr/dp/B0GRZT2N76 (*broché*)

Tome 3 (*à paraître 2026*)

Suivre Jacques Jordens

Blog, articles et mises à jour : jordens.eu

“Ce que vous savez ne peut plus vous gouverner.”